

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE



**DIRECTION DE LA CONJONCTURE
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUES**

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN NOVEMBRE 2012

*BP 650 Abidjan 04
Plateau, Avenue marchand, Immeuble SCIAM 9^{ème} étage
Tél : +225 - 20 20 09 58
+225 - 20 22 76 50
Fax : +225 - 20 22 54 55*

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN NOVEMBRE 2012 [SYNTHESE]

Au niveau international, à fin novembre 2012, l'évolution de l'activité économique laisse présager d'une croissance de l'économie moins forte que le taux révisé de 3,3%. Le ralentissement de l'économie mondiale découle de la contraction de l'activité de la zone euro. Aux Etats-Unis, il est observé un regain d'activité de 0,2 point de pourcentage par rapport aux projections initiales, grâce aux réformes engagées et aux efforts budgétaires pour réduire le déficit. Au Japon, la progression du deuxième trimestre 2012 (+ 0,4 point de pourcentage) a été fortement contrebalancée par les contreperformances du deuxième semestre. L'activité pourrait ressortir à 2,1% en 2012 contre une prévision initiale de 2,4%. Par ailleurs, l'activité a ralenti dans plusieurs pays émergents, notamment au Brésil, en Chine et en Inde, en lien avec l'incertitude entourant la croissance mondiale et une augmentation de l'aversion des investisseurs pour le risque en raison de l'instabilité des marchés financiers. A cet égard, la croissance des pays émergents serait de 5,3% en 2012 contre 5,6% initialement.

Toutefois, les perspectives pour 2013 pourraient être meilleures au regard des arrangements politiques sur les réformes budgétaires qui ont permis d'éviter le « mur fiscal ou fiscal cliff » et ouvert la voie aux discussions sur le relèvement du plafond de la dette aux Etats Unis. En Europe, les risques inhérents à la crise ont été atténués au cours des derniers mois de l'année par les initiatives de la Banque Centrale, les ententes de l'Eurogroupe sur la Grèce et les avancées dans la mise en place d'une union bancaire. Cependant, il subsiste des incertitudes liées à l'issue des élections en Italie et en Allemagne, aux réformes nécessaires pour la consolidation budgétaire à l'échelle européenne, aux marchés financiers et aux prix des produits de base.

Sur les marchés des matières premières, sous l'effet de la contraction de la demande mondiale, les indices Moody's et Reuter des matières premières baissent respectivement de 3% et 1,4% au mois de novembre par rapport au mois précédent. Les cours du pétrole brut reculent de 2,2% par rapport au mois dernier pour se situer à 109,3 \$US le baril. Il en est de même du café¹ robusta (-6,4%), du coton (-1,3%), du caoutchouc (-5,6%) et de l'huile de palme (-3,2%). Quant au cacao, il est négocié à 2 478,2 dollars la tonne² à fin novembre 2012, en hausse de 0,6% par rapport à octobre, mais en baisse de 1,9% par rapport à son niveau de novembre 2011.

Du côté du marché des changes, l'euro subit les contrecoups des tensions sur les marchés financiers et les politiques d'austérité mises en place par les autorités de

la zone. Ainsi, après un redressement observé au cours des trois derniers mois, l'euro connaît à fin novembre, en évolution mensuelle, une nette dépréciation par rapport au dollar américain, à la livre sterling et au yuan Chinois respectivement de -1,1% ; -0,3% et -1,7%. Par contre, il s'apprécie par rapport au yen de 1,4%.

Au plan national, l'activité économique est marquée par l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, l'organisation du Groupe Consultatif pour le financement du PND, l'amélioration du cadre macroéconomique et la normalisation de la situation sociopolitique. Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la CGECI³ menée au deuxième trimestre 2012 auprès de ses adhérents, 80% des 70 entreprises enquêtées confirme l'optimisme des opérateurs économiques, en dépit des préoccupations exprimées sur le plan sécuritaire.

Au terme des onze premiers mois de l'année 2012, **l'agriculture d'exportation** connaît une progression des productions de coton (+43,6%), anacarde (+41,6%), huile de palme (+7,1%), caoutchouc (+9,8%), café (+277,3%) et banane (+18,4% à fin septembre). Par contre, les productions de cacao (-8,4%), ananas (-3,0%) et sucre (-1,7% à fin octobre) ressortent en baisse. Les évolutions positives s'expliquent notamment par les investissements réalisés, l'entretien des parcelles cultivées et la pluviométrie adéquate. S'agissant du café, la forte croissance s'explique par la faiblesse de la récolte sur la période correspondante en 2011 du fait de la crise.

Concernant les spéculations en repli, la contreperformance du cacao provient du retour au niveau moyen de production, à la suite de la bonne tenue des récoltes observée en 2011, en relation avec les conditions climatiques exceptionnelles. L'ananas souffre des problèmes de débouchés et le sucre de la concurrence des produits importés.

Dans le **domaine minier**, la production de gaz naturel tire avantage du repli d'activité observé au cours des premiers mois de l'année 2011 pour rebondir de 8,4% (1 604,2 millions de mètres cubes). De même, sous l'effet de la pleine activité de la mine de Tongon, l'extraction d'or est en hausse de 7,1% (11 926,6 kilogrammes). A l'inverse, la production de pétrole brut poursuit sa contraction (-13,5% ; 9,9 millions de barils), en raison du déclin des champs pétroliers CI 11 et CI 40 et de la fermeture temporaire de puits pour travaux, sur le permis CI 26.

A fin octobre 2012, **l'indice d'ensemble de la production industrielle** croît de 17,7%. Le dynamisme

¹ Source : ICO composite price
² Source Organisation International du Cacao (ICCO)

³ Enquête réalisée au terme du 2^e trimestre par la Confédération Générale de Entreprises de Côte d'Ivoire

de l'activité industrielle est impulsé par les branches « Agro-alimentaires » (+27,8%), « Textile et Chaussure » (+39,4%), « Chimie » (+44,8%), « Matériaux de construction » (+76,3%), « Auto mécanique électricité » (+33,6%), « Energie électrique, eau » (+13,4%). Par contre, l'extraction minière recule de 5,3% sous l'effet notamment de la contraction de la production pétrolière.

Le **BTP** bénéficie quant à lui de la reprise des investissements dans l'immobilier et de la réhabilitation des universités, des résidences universitaires et de la voirie. L'indicateur avancé croît de 64,5%.

Le dynamisme des **énergies commerciales** reste soutenu à fin novembre 2012, en liaison avec la vigueur de la demande intérieure. La production de **produits pétroliers** progresse de 58,5%. Cette hausse est impulsée à la fois par la consommation nationale (+60,2%) et par les exportations (47,5%).

La production d'**électricité** croît de 14,8% grâce à la source thermique (+21,9%) qui annihile le repli de la production de source hydraulique (-1,8%). La consommation intérieure d'électricité enregistre un rebond de 22,2%, tirée par la moyenne tension (+28,6%).

Les activités du tertiaire, à fin novembre 2012, restent dans la dynamique de croissance avec la reprise de l'activité économique. **Dans la branche transport**, le secteur aérien bénéficie de l'amélioration de la destination Côte d'Ivoire, du lancement d'Air Côte d'Ivoire et connaît un rebond de 49,9% du nombre de voyageurs. A fin octobre 2012, l'activité maritime est marquée par l'accroissement du trafic global de marchandises de 27,9%.

L'indice du chiffre d'affaires a progressé de 31,3%, sous l'effet de la quasi-totalité de ses composantes. Hors produits pétroliers (+55,8%), la croissance du commerce de détail est de 12,5%.

L'inflation en moyenne sur les onze mois de l'année 2012 se situe à 1,1%. En glissement annuel, les prix à la consommation croissent de 3,0% en raison de l'augmentation des prix au niveau de la plupart des postes, notamment les « produits alimentaires » (+4,1%), et les « loyers effectifs » (+5,7%).

Les échanges extérieurs enregistrent une hausse en valeur des exportations (4,6%) et des importations (59,3%), en liaison avec la relance de l'activité économique. La progression des exportations est surtout due aux produits transformés (21,9%), particulièrement les produits manufacturés (42,4%), les produits pétroliers (+47%), et les produits de la première transformation (+10%), en dépit de la baisse observée au niveau des produits primaires (-9,1%). Quant aux importations, leur dynamisme se ressent dans toutes les composantes à savoir les biens intermédiaires (+63,7%), les biens d'équipement (+135,3%), les produits alimentaires (+29,3%) et les autres biens de consommation (+41,1%). Il en ressort un excédent commercial de 404,5 milliards,

en régression de 78,4% par rapport à novembre 2011. Les prix à l'exportation et à l'importation baissent respectivement de 7,4% et 0,3%, induisant une dégradation de 7,1% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 109%, en baisse de 57,1 points de pourcentage.

La situation des **finances publiques**, à fin novembre 2012, fait apparaître un niveau de recettes totales (y compris dons) de 2 360,5 milliards et de dépenses et prêts nets de 2 673,0 milliards FCFA. Il en résulte, un déficit budgétaire global de 312,4 milliards et un solde primaire de base de -86,6 milliards contre des objectifs annuels respectifs de -536,2 milliards et -235,9 milliards.

Cette évolution favorable par rapport aux repères du programme est liée à un meilleur recouvrement des ressources internes et à la maîtrise des dépenses. En effet, par rapport aux objectifs annuels, le taux de réalisation des recettes fiscales est de 92,7% et le taux d'exécution des dépenses d'investissement ressort à 66,7%.

Ces tendances laissent présager que les réalisations à fin décembre 2012 seront contenues dans les limites des objectifs budgétaires prévus.

La masse monétaire, à fin octobre 2012 et par rapport à fin décembre 2011, se contracte de 6,1% (-284,9 milliards), en lien avec la chute des avoirs extérieurs nets (-22,0% ; -398,9 milliards). Par contre, le crédit intérieur augmente de 285,0 milliards, en hausse de 9,7%, attribuable à la consolidation du crédit à l'économie (+4,9% ; +100,3 milliards) et à la dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG) (+21,1% ; +184,6 milliards). L'évolution du crédit à l'économie se démarque de la baisse de 11,8% (-244,4 milliards) enregistrée en octobre 2011. Elle traduit le changement de cap du secteur bancaire pour l'appui à la relance l'économique. La PNG qui était en amélioration de -2,5% (-19,9 milliards) en octobre 2011 se dégrade en lien avec le financement des investissements publics.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a clôturé le mois de novembre 2012 avec les indices BRVM Composite (162,65 points) et BRVM 10 (179,56 points) en hausse respectivement de 9,6% et 11,0% par rapport au mois précédent. Les transactions s'établissent à 8,2 milliards pour 6 543 505 titres échangés contre 10,2 milliards pour 1 819 681 titres un mois plus tôt. La capitalisation boursière du marché des actions ressort à 3 895,09 milliards contre 3 553,07 milliards en octobre 2012 et celle du marché obligataire à 842,12 milliards contre 852,30 milliards en octobre 2012.

A fin novembre 2012, l'évolution de la conjoncture témoigne dans l'ensemble d'une bonne exécution du budget. De même, l'objectif de croissance réel du PIB, révisé à 8,6%, devrait être aisément atteint.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN NOVEMBRE 2012

I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Au niveau international, à fin novembre 2012, l'évolution de l'activité économique laisse présager d'une croissance de l'économie moins forte que le taux révisé de 3,3%. Le ralentissement de l'économie mondiale découle de la contraction de l'activité de la zone euro. Aux Etats-Unis, il est observé un regain d'activité de 0,2 point de pourcentage par rapport aux projections initiales, grâce aux réformes engagées et aux efforts budgétaires pour réduire le déficit. Au Japon, la progression du deuxième trimestre 2012 (+ 0,4 point de pourcentage) a été fortement contrebalancée par les contreperformances du deuxième semestre. L'activité pourrait ressortir à 2,1% en 2012 contre une prévision initiale de 2,4%. Par ailleurs, l'activité a ralenti dans plusieurs pays émergents, notamment au Brésil, en Chine et en Inde, en lien avec l'incertitude entourant la croissance mondiale et une augmentation de l'aversion des investisseurs pour le risque en raison de l'instabilité des marchés financiers. A cet égard, la croissance des pays émergents serait de 5,3% en 2012 contre 5,6% initialement.

Toutefois, les perspectives pour 2013 pourraient être meilleures au regard des arrangements politiques sur les réformes budgétaires qui ont permis d'éviter le « mur fiscal ou fiscal cliff » et ouvert la voie aux discussions sur le relèvement du plafond de la dette aux Etats Unis. En Europe, les risques inhérents à la crise ont été atténués au cours des derniers mois de l'année par les initiatives de la Banque Centrale, les ententes de l'Eurogroupe sur la Grèce et les avancées dans la mise en place d'une union bancaire. Cependant, il subsiste des incertitudes liées à l'issue des élections en Italie et en Allemagne, aux réformes nécessaires pour la consolidation budgétaire à l'échelle européenne, aux marchés financiers et aux prix des produits de base.

Sur les marchés des matières premières, sous l'effet de la contraction de la demande mondiale, les indices Moody's et Reuter des matières premières baissent respectivement de 3% et 1,4% au mois de novembre par rapport au mois précédent. Les cours du pétrole brut reculent de 2,2% par rapport au mois dernier pour se situer à 109,3 \$US le baril. Il en est de même du café⁴ robusta (-6,4%), du coton (-1,3%), du caoutchouc (-5,6%) et de l'huile de palme (-3,2%). Quant au cacao, il est négocié à 2 478,2 dollars la tonne⁵ à fin novembre 2012, en hausse de 0,6% par rapport à octobre, mais en baisse de 1,9% par rapport à son niveau de novembre 2011.

Du côté du marché des changes, l'euro subit les contrecoups des tensions sur les marchés financiers et les politiques d'austérité mises en place par les autorités de la zone. Ainsi, après un redressement observé au cours des trois derniers mois, l'euro connaît à fin novembre, en évolution mensuelle, une nette dépréciation par rapport au dollar américain, à la livre sterling et au yuan Chinois respectivement de -1,1% ; -0,3% et -1,7%. Par contre, il s'apprécie par rapport au yen de 1,4%.

⁴ Source : ICO composite price

⁵ Source Organisation International du Cacao (ICCO)

II. LA CONJONCTURE NATIONALE

Au plan national, l'activité économique est marquée par l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE, l'organisation du Groupe Consultatif pour le financement du PND, l'amélioration du cadre macroéconomique et la normalisation de la situation sociopolitique. Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la CGECI⁶ menée au deuxième trimestre 2012 auprès de ses adhérents, 80% des 70 entreprises enquêtées confirme l'optimisme des opérateurs économiques, en dépit des préoccupations exprimées sur le plan sécuritaire.

1. La production agricole

Au terme des onze premiers mois de l'année 2012, l'**agriculture d'exportation** connaît une progression des productions de coton (+43,6%), anacarde (+41,6%), huile de palme (+7,1%), caoutchouc (+9,8%), café (+277,3%) et banane (+18,4% à fin septembre). Par contre, les productions de cacao (-8,4%), ananas (-3,0%) et sucre (-1,7% à fin octobre) ressortent en baisse.

Les évolutions positives s'expliquent notamment par les investissements réalisés, l'entretien des parcelles cultivées et la pluviométrie adéquate.

Le coton graine bénéficie de l'amélioration de la qualité des semences, en liaison avec l'appui de l'Union Européenne à travers le projet « Nouvelles semences ». En outre, la filière bénéficie de la subvention allouée par l'Etat pour le financement des intrants (pesticides, engrais) d'environ 7 milliards de francs CFA en 2012.

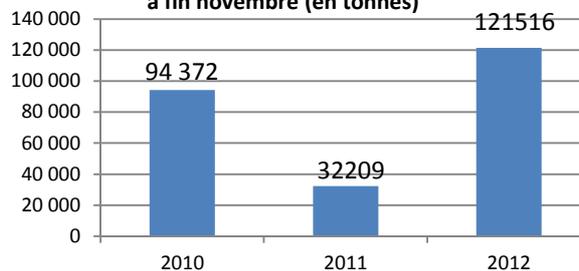
Au niveau du café, le rebond de la production se justifie en grande partie par le fait que l'année 2011 a connu une forte perturbation des opérations de commercialisation, en raison de la poussée de l'insécurité et de l'abandon des plantations du fait de la crise postélectorale. A ces raisons, s'ajoutent également la nette amélioration du prix moyen aux producteurs qui est de 525 F/kg, en hausse 15,3% par rapport à 2011.

En ce qui concerne l'anacarde, la production du secteur augmente, mais les problèmes d'organisation pénalisent les paysans qui n'arrivent pas à vendre le fruit de leur travail à de meilleurs prix. Cette situation est à la base de la constitution de stocks, dans l'espoir d'un redressement des cours.

Le redressement de la production d'huile de palme s'explique par une plus grande production de régime dans les plantations industrielles et dans les plantations villageoises.

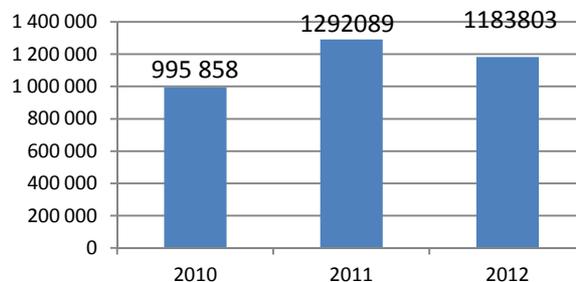
Par contre, la filière cacaoyère souffre du

Graph 1: Evolution de la production de café à fin novembre (en tonnes)



Source: Conseil de Gestion de la Filière Café-Cacao (CGFCC)

Graph 2: Evolution de la production de cacao à fin novembre (en tonnes)



Source: Conseil de Gestion de la Filière Café-Cacao (CGFCC)

⁶ Enquête réalisée au terme du 2^e trimestre par la Confédération Générale de Entreprises de Côte d'Ivoire

vieillesse des vergers et du repos végétatif, après une année exceptionnelle de production. La contreperformance du cacao provient du retour au niveau moyen de production, à la suite de la bonne tenue des récoltes observée en 2011, en relation avec les conditions climatiques favorables. La production, à fin novembre 2012, ressort à 1 183 803 tonnes, en baisse de 8,4% par rapport à la même période de l'année précédente. Le prix moyen aux producteurs s'améliore de 23,7% pour s'établir à 901 F/Kg en novembre 2012.

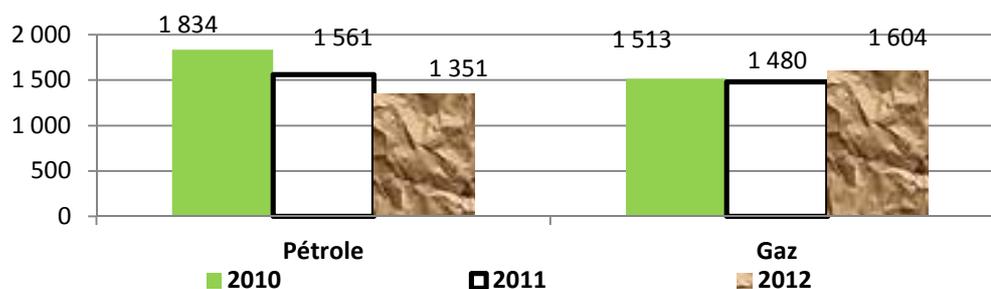
2. La production minière

A fin novembre 2012, le domaine minier est marqué par une contraction de l'extraction pétrolière pendant que les productions gazière et aurifère croissent.

La production de *gaz naturel* progresse de 8,4% pour atteindre 1 604,2 millions de mètres cubes. Cette croissance est en partie attribuable à l'effet de reprise à la suite du repli d'activité observé au cours des quatre premiers mois de l'année 2011.

A l'inverse, la production de *pétrole brut* poursuit sa contraction (-13,5% ; 9,86 millions de barils), en raison du déclin et du report des investissements prévus en 2011 sur les permis pétroliers CI 11 et CI 40. A cela s'ajoute la fermeture de puits sur le permis CI 26 pour des travaux de maintenance.

Graph 3 : Evolution des productions de pétrole (milliers de tonnes) et de gaz (millions de m3) à fin novembre



Source: Petroci

L'extraction d'*or*, à fin novembre 2012, se situe à 11 926,6 kilogrammes en augmentation de 7,1% par rapport à la période correspondante de 2011. Cette amélioration est le fait de la pleine activité de la mine de Tongon qui est la plus importante unité de production aurifère du pays.

3. La production industrielle

A fin octobre 2012, les évolutions observées au niveau de la production industrielle et du BTP confortent la croissance de 14,8% prévue pour le secteur secondaire en 2012. L'indice de la production industrielle hors extraction croît de 22,6% et le BTP rebondit de 64,5% au terme des 10 mois écoulés de l'année 2012.

Le dynamisme de l'activité industrielle est impulsé par les branches « Agro-alimentaires » (+27,8%), « Textile et Chaussure » (+39,4%), « Chimie » (+44,8%), « Matériaux de construction » (+76,3%), « Auto mécanique électricité » (+33,6%), « Energie électrique, eau » (+13,4%).

Les industries agroalimentaires profitent du regain d'activité des sous branches « Produits du travail des grains et farines » (+6,2%) ; « Conserves et préparations alimentaires » (+61,5%) ; « Boissons et glace alimentaires » (+13,9%) et « Corps gras alimentaires » (+49,2%).

La branche « Textile et chaussure » est tirée par les produits des impressions (+37,6%).

La branche chimie est soutenue par la hausse de la production de produits pétroliers (+65,4%) et par le regain des industries de « Caoutchouc et produits en caoutchouc » (+66,4%).

L'« Automobile mécanique » tire avantage de la reprise du transport terrestre, en liaison avec l'amélioration progressive de la situation sécuritaire et l'évolution favorable des activités du secteur secondaire.

Dans la branche « Energie électrique, Eau », l'activité bénéficie aussi bien de l'augmentation de la production électrique (+14,8%) et de l'amélioration de l'alimentation des ménages en eau potable du fait des nouveaux forages aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays.

Au niveau du BTP, la croissance est attribuable à la reprise des investissements dans l'immobilier et dans le secteur public, en liaison avec la réhabilitation des universités, des résidences universitaires et de la voirie. Cette évolution est confortée par la vigueur de la demande nationale en matériaux notamment le ciment, au regard de l'augmentation des volumes importés de clinker (+50,5% en volume à fin octobre 2012).

L'évolution favorable de l'activité industrielle hors extraction est confirmée par sa croissance de 10,9% par rapport aux dix premiers mois de 2011. Cette évolution se ressent aussi dans le secteur manufacturier (+27,3%).

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

Le dynamisme des énergies commerciales reste soutenu à fin novembre 2012, en liaison avec la vigueur de la demande intérieure et la relance économique.

La production de produits pétroliers à fin octobre 2012 se situe à 2 689 mille tonnes pour une prévision annuelle⁷ de 2 520,1 mille tonnes, soit un taux de réalisation de 106,7%. Par rapport aux périodes correspondantes de 2011 et 2010, la production enregistre des progressions respectives de 58,5% et 20,1%. Cette hausse est tirée par le redressement de la consommation nationale de 60,2% reflétant notamment la reprise du transport.

Les exportations suivent la dynamique d'ensemble. Elles augmentent de 47,5%, par rapport à fin novembre 2011, pour atteindre 1 487,9 mille tonnes.

Dans l'ensemble, les ventes de produits pétroliers croissent de 52,1% à 2 735,6 mille tonnes. Toutefois, ses évolutions positives cachent la persistance des difficultés de financement rencontrées par la Société Ivoirienne de Raffinage, et ce malgré le soutien de l'Etat.

S'agissant de l'**électricité**, la production reste bien orientée avec une croissance de 14,8% pour une production de 6 241 giga watt heures (Gwh). Elle est soutenue essentiellement par la source thermique (+21,9%) qui annihile le repli de la production de source hydraulique (-1,8%). Ce déficit de la production hydroélectrique est imputable à l'insuffisance d'eau dans les barrages.

Reflétant le dynamisme de l'activité économique en 2012, la consommation intérieure d'électricité progresse de 22,2% à 4 087 Gwh. Ce regain de la consommation est attribuable au bon niveau de la moyenne tension (1 971 Gwh ; +28,6%) d'une part, confirmant ainsi le regain de l'activité industrielle et d'autre part, à la consommation de basse tension (2 117 Gwh ; +16,7%).

⁷ Prévision du cadrage macroéconomique

Face à la forte demande nationale en électricité et compte tenu de la capacité de production limitée, les exportations se contractent de 2,3% pour se situer à 558 Gwh.

Au total, les ventes d'électricité s'établissent à 4 645 Gwh à fin novembre 2012 en hausse de 18,6% par rapport à fin novembre 2011 et de 15,4% par rapport à la période correspondante de 2010.

Afin d'accroître la capacité de production d'électricité face à une demande en nette progression dans la dynamique de la relance économique, l'Etat a injecté 136 milliards pour soutenir le secteur de l'électricité et des mesures sont entrain d'être prises pour augmenter la productivité par la réduction des pertes aussi bien techniques que non techniques. Par ailleurs, les financements ont été bouclés pour la création et le renforcement d'unités de production, notamment le barrage de Kossou et les cycles combinés de Ciprel et Azito.

5. Les activités tertiaires

Les activités du secteur tertiaire, au terme des onze premiers mois de l'année 2012, affichent des bonnes performances amorcées depuis le début de l'année. Cette tendance haussière est en relation avec le dynamisme de l'activité économique et est portée par le bon résultat affiché des indicateurs du commerce de détail et du secteur du transport.

L'activité commerciale, mesurée par l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, progresse de 31,3% en termes nominaux, par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution favorable est amenée par le flux de ventes de la quasi-totalité des postes excepté les « Pièces et accessoires automobiles et motocycles neufs » (-15,4%). Ce résultat positif s'explique également par le redressement des activités dans la plupart des secteurs productifs amorcé depuis le mois de mai 2011, grâce aux mesures prises par le Gouvernement. Il s'agit notamment de la restauration de la capacité de l'Administration, du soutien au secteur privé et du renforcement de la sécurité. Aussi, il est important de rappeler que d'autres mesures supplémentaires prises en 2012, notamment la fixation de prix minimum garantis dans les filières agricoles, ont permis de maintenir ce bon niveau du commerce.

En terme réel, le chiffre d'affaires ressort en hausse de 30,2% par rapport à fin novembre 2011, le niveau général des prix s'étant relevé de 1,1%.

Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail ressort en hausse de 12,5% par rapport à novembre 2011.

Dans le secteur du **transport**, à fin novembre 2012, *l'aérien* se comporte très bien en relation avec la bonne tenue des activités aéroportuaires et la confiance retrouvée en la Côte d'Ivoire. Il faut également noter le retour de plusieurs compagnies aériennes. Cette tendance haussière devrait se poursuivre avec le lancement de la nouvelle compagnie aérienne AIR COTE D'IVOIRE. Cette évolution se traduit à travers l'ensemble de ses compartiments. Ainsi, le nombre total de voyageurs commerciaux ressort à 753 296, en augmentation de 49,9%, soutenu par le segment « Arrivée » (+48,4%) et le segment « Départ » (+51,4%). De même, le « transit direct » augmente de +70,9% ainsi que le fret aérien qui progresse de +22,4% par rapport à novembre 2011.

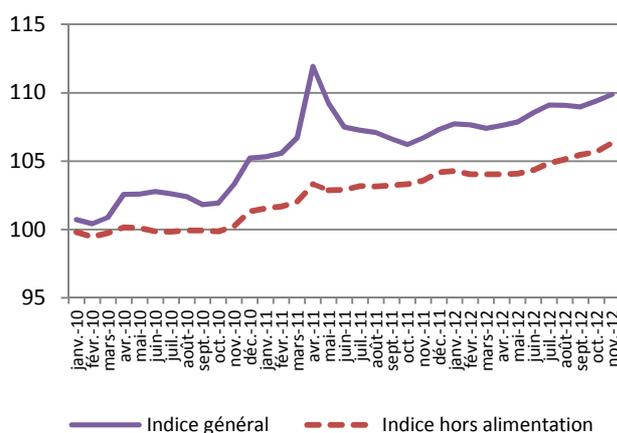
L'activité maritime, à fin octobre 2012, bénéficie de l'amélioration de la situation sociopolitique et de la reprise de l'activité qui se traduit par une hausse des escales de navires (+39,2%). Cette augmentation est la résultante de la reprise des activités maritimes d'importation (+46,3%) et d'exportation (+14,3%), en étroite relation avec le dynamisme de l'activité économique. Il en résulte un accroissement du trafic global des marchandises qui

atteint 18 830 519 tonnes contre 14 725 947 tonnes un an plus tôt, soit une hausse de 27,9%. Mais, il faut noter que les statistiques du trafic de marchandises sont toujours en baisse (-3,1%) par rapport à la même période de l'année 2010, par conséquent des efforts sont à mener par les autorités portuaires pour atteindre la plénitude de ses activités.

6. Les prix à la consommation

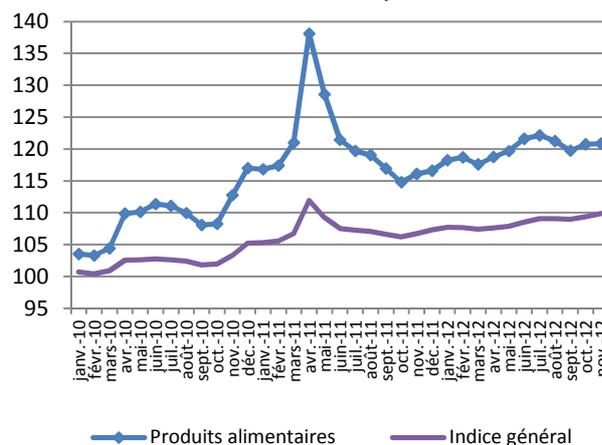
A fin novembre 2012, la hausse des prix à la consommation reste modérée par rapport à leur niveau de 2011. Cependant, ce relèvement des prix après les tensions inflationnistes enregistrées en 2011 se justifie par le contexte de la reprise économique

Graph 4: Evolution de l'indice général des prix à la consommation et de l'indice hors alimentation



Source: Institut National de la Statistique

Graph 5: Evolution de l'indice général des prix à la consommation et de l'indice des prix de l'alimentation



Source: Institut National de la Statistique

En **moyenne sur les onze mois** écoulés de l'année 2012, l'Indice Harmonisé des Prix à la consommation (IHPC) croît de 1,1%. Cette hausse provient principalement des postes « Articles d'habillement et chaussure » (+2,8%), « Logement, eau, électricité et autres combustibles » (+1,9%), les « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+4,7%), « Restaurants et hôtels » (+4,5%), « Transport » (+0,9%), « Enseignement » (+1,5%).

La fonction « Logement, eau, électricité et autres combustibles » enregistre une augmentation des prix des loyers effectifs (+5,5%) en raison du déficit en logement observé à Abidjan.

Le renchérissement des produits et services de la fonction « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+4,7%) provient spécifiquement des « Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+6,4%) et des « Biens et services liés à l'entretien courant du foyer » (+5,4%)

Toutefois, ces hausses de prix sont amoindries par le fléchissement des prix des biens et services des postes « Communication » (-3,7%), « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,8%), « Santé » (-0,8%) et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,3%).

Le repli des prix des produits alimentaires reflète la détente après la forte hausse des prix observée sur les quatre premiers mois de la période de comparaison en 2011 et traduit l'impact positif des actions de lutte contre la cherté de la vie engagées par le Gouvernement. Il

se ressent au niveau des prix du poisson (-2,7%), des huiles et graisses (-2,5%), des fruits (-3,9%) et des légumes frais (-9,0%).

La « Communication » bénéficie de la baisse des prix des matériels de téléphonie et de télécopie (-12,7%) liée à la multiplication des points de ventes sur le marché national ainsi que du repli des prix des services de téléphonie et de télécopie (-2,8%).

Du côté de la santé, le reflux des prix provient des produits, appareils et matériels médicaux (-3,1%) tandis que les services hospitaliers renchérissement (+4,3%).

En moyenne à fin octobre 2012, l'inflation est de source plus locale (1,2%) qu'importée (+0,8%).

En **glissement annuel**, l'IHPC croît de 3% au mois de novembre 2012 en raison du relèvement des prix au niveau de la plupart des postes, notamment les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,0%), les « Articles d'habillement et chaussure » (+5,5%) et les « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,2%).

L'augmentation des prix des produits alimentaires est imputable à l'ensemble des produits à l'exception des « Lait-fromages-œufs » (-0,5%). Les prix des céréales non transformés progressent de 3,7%, en relation avec le déficit de production mondiale en 2012. Les prix des viandes rebondissent également de 4,4%, en raison notamment de la multiplication des barrages routiers au niveau de la Côte d'Ivoire du fait des menaces sur la sécurité du pays.

Dans l'ensemble, l'indice des prix des produits importés enregistre une forte hausse de 4,1% reflétant la progression des prix des produits alimentaires sur le marché international. La progression des produits locaux reste modérée à 2,8%.

Les prix des postes « Santé » (-0,5%) et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,8%) s'inscrivent en baisse.

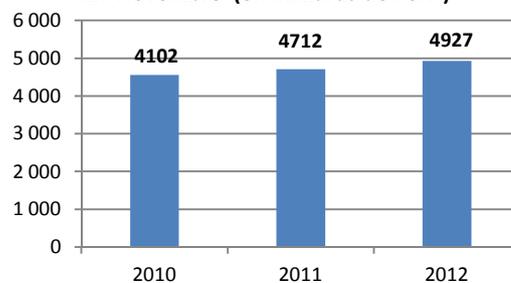
8. Les échanges extérieurs

A fin novembre 2012, les fortes progressions enregistrées au début de l'année tendent à s'amenuiser du fait de l'absorption de l'effet de la crise postélectorale. Cependant, elles restent soutenues par la relance de l'activité économique.

En effet, les exportations se situent à 4 926,8 milliards, en progression de 4,6% par rapport à fin novembre 2011. Cette hausse est attribuable aux produits transformés (25,9%), tirés surtout par les produits manufacturés (42,4%), les produits pétroliers (+47%), et les produits de la première transformation (10%). Par contre, les exportations de produits primaires enregistrent une baisse (-9,1%), sous l'effet essentiellement du cacao fèves (-19,6%), du pétrole brut (-6,5%), du caoutchouc (-24,4%), et de l'ananas frais (-1,8%)

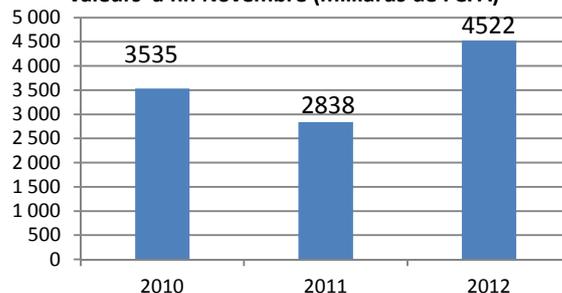
Les importations en valeur se chiffrent à 4 522,3 milliards, en hausse de 59,3% en glissement annuel. Cette évolution se traduit dans l'ensemble de ses composantes à savoir, les biens intermédiaires

Graph 6 Evolution des exportations totales à fin Novembre (en milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE

Graph 7: Evolution des importations totales en valeurs à fin Novembre (milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE

(+63,7%), les biens d'équipement (+135,5%) les produits alimentaires (+26,3%) et les autres biens de consommation (45,5%).

Il en ressort un excédent commercial de 404,5 milliards, en régression de 78,4% par rapport à novembre 2011. Les prix à l'exportation et à l'importation baissent respectivement de 7,4% et 0,3%, induisant une dégradation des termes de l'échange de 7,1%. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 109%, en baisse de 57,1 points de pourcentage.

9. La situation des finances publiques

La situation des **finances publiques**, à fin novembre 2012, fait apparaître un niveau de recettes totales (y compris dons) de 2 360,5 milliards et de dépenses et prêts nets de 2 673,0 milliards FCFA. Il en résulte, un déficit budgétaire global de 312,4 milliards et un solde primaire de base de -86,6 milliards contre des objectifs annuels respectifs de -536,2 milliards et -235,9 milliards.

Cette évolution favorable par rapport aux repères du programme est liée à un meilleur recouvrement des ressources internes et à la maîtrise des dépenses. En effet, par rapport aux objectifs annuels, le taux de réalisation des recettes fiscales est de 92,7% et le taux d'exécution des dépenses d'investissement ressort à 66,7%.

Ces tendances laissent présager que les réalisations à fin décembre 2012 seront contenues dans les limites des objectifs budgétaires prévus.

10. La situation monétaire

A fin octobre 2012, les agrégats monétaires par rapport à leur niveau en décembre 2011, se caractérisent par une contraction de la masse monétaire (-6,1% ; -284,9 milliards), un repli des avoirs extérieurs nets (-22,0% ; -398,9 milliards) et un accroissement du crédit intérieur (+9,7% ; +284,9 milliards).

Les avoirs extérieurs nets ressortent à 1 414,0 milliards à fin octobre 2012 contre 1812,9 à fin décembre 2011, soit un recul de 22,0% (-398,9 milliards). Cette baisse est induite essentiellement par la dégradation des avoirs extérieurs de la Banque Centrale (-27,9% ; -458,8 milliards). Cette évolution est due à la progression des importations (+25,7%) plus importante que celle des exportations (+14,1%), en liaison notamment avec les grands chantiers d'infrastructures socio-économiques engagés par l'Etat. Par ailleurs, le paiement du service de la dette publique extérieure, le rapatriement des revenus des investissements étrangers réalisés en Côte d'Ivoire et les revenus des exportations logées dans les banques à l'étranger peuvent expliquer également cette baisse.

Le crédit intérieur net augmente de 285,0 milliards (+9,7%) pour se situer à 3 212,4 milliards, du fait de la hausse des crédits à l'économie (+4,9%) et de la Position nette du Gouvernement (PNG ; +21,1%).

En effet, la **PNG** se situe à 1 058,7 milliards à fin octobre 2012 contre 874,1 milliards à fin décembre 2011, soit une hausse 184,6 milliards. Cette évolution est induite par une hausse des engagements (+184,6 milliards) plus important que celle des créances (+1,6 milliards).

S'agissant du **financement net de l'économie**, l'encours est ressorti à 2 153,7 milliards contre 2 053,3 milliards à fin décembre 2011, s'inscrivant en hausse de 100,3 milliards, liée à la reprise économique et au retour de la confiance des banques et opérateurs économiques. Cette tendance à la hausse est amenée par tous les types de crédits à l'exception des crédits de campagne qui reculent de 19,2% (-23,1 milliards) compte tenu de l'effet saisonnier des campagnes des cultures agricoles majeures. Cette hausse des crédits à l'économie s'explique

aussi par la disponibilité des institutions financières, à soutenir l'Etat pour la relance économique.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire baisse de 6,1% (-284,9 milliards) pour ressortir à 4 420,3 milliards. Ce résultat est imputable principalement à la baisse de la monnaie fiduciaire (-299,5 milliards ; -18,0%).

L'analyse de la structure des crédits déclarés à fin octobre 2012 à la centrale des risques, montre que le secteur tertiaire absorbe 53,0% des crédits accordés et reste le principal bénéficiaire du financement bancaire. Le secteur secondaire et le secteur primaire reçoivent respectivement 28,7% et 4,4% des crédits bancaires.

11. Le marché boursier

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a clôturé le mois de novembre 2012 avec les indices BRVM Composite (162,65 points) et BRVM 10 (179,56 points) en hausse respectivement de 9,6% et 11,0% par rapport au mois précédent. Les transactions s'établissent à 8,2 milliards pour 6 543 505 titres échangés contre 10,2 milliards pour 1 819 681 titres un mois plus tôt. La capitalisation boursière du marché des actions ressort à 3 895,09 milliards contre 3 553,07 milliards en octobre 2012 et celle du marché obligataire à 842,12 milliards contre 852,30 milliards en octobre 2012.

CONCLUSION

A fin novembre 2012, l'évolution de la conjoncture témoigne dans l'ensemble d'une bonne exécution du budget. De même, l'objectif de croissance réel du PIB, révisé à 8,6%, devrait être aisément atteint.